

**C.C.A.P.**  
**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES CHAMBRES FRIGORIFIQUES MORTUAIRES DU  
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS**

**La procédure est passée en application des dispositions du Code la Commande Publique  
(Ci-après « le Code ») :**

Procédure adaptée : articles L. 2123-1 et R. 2123-1-1 et R. 2123-4/5/6/ du Code  
&  
Accord-cadre Mono-attributaire : article –L.2125-1 et du Code ;  
&  
A bons de commandes : articles R.2162-2-2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code ;

**POUVOIR ADJUDICATEUR**

**CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS**  
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT PLAINE DE FRANCE  
Direction des Achats  
2, rue du Docteur Delafontaine  
93200 SAINT-DENIS CEDEX

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET .....	3
ARTICLE 2	ALLOTISSEMENT .....	3
ARTICLE 3	LIEU(X) D'EXECUTION .....	3
ARTICLE 4	FORME DE DU MARCHE.....	3
ARTICLE 5	PROCÉDURE .....	3
ARTICLE 6	TECHNIQUE D'ACHAT .....	4
ARTICLE 7	DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 8	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
ARTICLE 9	SOUS-TRAITANCE - CO-TRAITANCE.....	4
ARTICLE 10	MODALITES D'EXECUTION.....	5
ARTICLE 11	DELAI D'EXECUTION .....	6
ARTICLE 12	DECISION D'ADMISSION.....	6
ARTICLE 13	MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX.....	6
ARTICLE 14	REVISION DES PRIX.....	6
ARTICLE 15	CLAUDE DE SAUVEGARDE .....	8
ARTICLE 16	PAIEMENT ET MISE EN PAIEMENT DES DECOMPTES MENSUELS .....	8
ARTICLE 17	CESSION DE CREANCE.....	8
ARTICLE 18	ASSURANCES DU TITULAIRE .....	9
ARTICLE 19	PENALITES .....	9
ARTICLE 20	RESILIATION .....	10
ARTICLE 21	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....	10
ARTICLE 22	REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS A L'ACCORD-CADRE .....	10
ARTICLE 23	TRIBUNAL COMPETENT .....	11
ARTICLE 24	DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE .....	11

## **PREAMBULE :**

Le GHT Plaine de France se compose de deux établissements :

- Le Centre Hospitalier de Saint-Denis (établissement support, CHSD);
- Le Centre Hospitalier de Gonesse (établissement partie, CHG).

A ce titre, le Centre Hospitalier de Saint-Denis assure pour le compte de l'établissement partie :

- La procédure de passation et la signature des marchés ;
- La réalisation et la signature de tous les actes juridiques portant modification du ou des marchés (avenant, certificat administratif, reconduction, résiliation)

Tous les échanges liés aux actes juridiques concernant la passation et la modification des contrats doivent être impérativement adressés Par voie dématérialisation sur le profil acheteur du GHT Plaine de France plateforme de dématérialisation de l'état PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'exécution du présent contrat (commandes, réceptions, liquidations, paiements) relève du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

### **ARTICLE 1 OBJET**

La présente consultation a pour objet l'entretien et la maintenance préventive et curative des chambres frigorifiques mortuaires du Centre Hospitalier de Saint-Denis.

Le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations nécessaires en vue du fonctionnement normal et permanent des chambres froides, dans les conditions réglementaires de sécurité, et après validation de la Direction des Services Techniques.

Les prestations concernées sont précisées dans le C.C.T.P.

### **ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT**

Le marché n'est pas alloti : les prestations objets du marché sont indissociables.

### **ARTICLE 3 LIEU(X) D'EXECUTION**

#### **CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-DENIS**

2, Rue du Docteur Delafontaine  
93 200 Saint-Denis

#### **Hôpital CASANOVA**

11, rue Danielle CASANOVA  
93205 SAINT-DENIS Cedex

### **ARTICLE 4 FORME DE DU MARCHÉ**

Le marché est un marché de prestation de services, relevant du CCAG Fournitures Courantes et Services.

### **ARTICLE 5 PROCÉDURE**

La présente consultation est passée selon procédure adaptée : articles L. 2123-1 et R. 2123-1- 1 et R. 2123-4/5/6/ du Code.

## ARTICLE 6 TECHNIQUE D'ACHAT

Le contrat est un accord-cadre mono-attributaire : article –L.2125-1 du Code ;

A bons de commandes : articles R.2162-2-2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et un maximum 50 000 € par an en application de l'article R.2162-4 du Code.

## ARTICLE 7 DUREE DU MARCHÉ

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter 1 janvier 2025 ou à défaut sa date de notification si elle est postérieure et jusqu'au 31 décembre 2025.

L'accord-cadre est reconductible 3 fois par période de 12 mois par tacite reconduction et n'excèdera le 31 décembre 2028.

Le Centre hospitalier de Saint-Denis peut, ne pas reconduire le marché moyennant un préavis de 3 mois. Cette décision est notifiée par tout moyen (y compris électronique dont il est accusé réception par le Titulaire) permettant de lui donner une date certaine.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction et n'a droit à aucune indemnité en cas de non reconduction.

## ARTICLE 8 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le formulaire d'acte d'engagement (ATTI1),
- Le bordereau de Décomposition du Prix Global de Forfaitaire (DPGF)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicable aux marchés publics de services (CCAG – Fournitures Courantes et Services) version au 1<sup>er</sup> avril 2021, approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Ce document d'ordre général n'est pas joint matériellement au marché, mais il est téléchargeable sur le site de <http://www.legifrance.gouv.fr>. Les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Il est applicable pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé par le présent CCAP.

## ARTICLE 9 SOUS-TRAITANCE - CO-TRAITANCE

### 9.1 Sous-traitance

#### 9.1.1 Acceptation des sous-traitants et agrément des conditions de paiement

Conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée, une partie de l'exécution du contrat peut être sous-traitée à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Toute demande de présentation d'un sous-traitant doit obligatoirement être transmise avant le début de la prestation sous-traitée.

Par ailleurs, l'acheteur interdit au titulaire du présent contrat de modifier la liste des sous-traitants remis lors de la consultation si ce changement, après la notification du contrat, remet en cause les

capacités techniques et moyens qui ont été jugés pour l'exécution, capacités qui ont permis d'effectuer le choix de l'offre la plus intéressante.

Pour chaque sous-traitant, la déclaration de sous-traitance est fournie:

- Soit au moment du dépôt de l'offre par le candidat. Dans ce cas, le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » constituant alors une annexe à l'acte d'engagement a été signé(e) par le candidat et le sous-traitant, puis notifié par le pouvoir adjudicateur.
- Soit après le dépôt de l'offre par le titulaire du contrat, en cours d'exécution. Pour ce faire, il conviendra de remplir le formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance ». La déclaration constituera un acte spécial dont la signature par le titulaire du contrat, le sous-traitant et l'acheteur vaudra acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

Un sous-traitant qui ne présenterait pas les capacités nécessaires pour l'exécution du contrat pourra être refusé.

L'acheteur pourra demander au titulaire de fournir la copie du contrat de sous-traité établi avec le sous-traitant.

L'acceptation et l'agrément d'un sous-traitant entraînent obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € T.T.C.

## **9.2 Co-traitance**

Le candidat peut se présenter seul ou dans le cadre d'un groupement d'entreprises. En cas de présentation sous forme de groupement, l'acheteur ne souhaite pas imposer de forme de groupement particulier.

## **ARTICLE 10 MODALITES D'EXECUTION**

Il s'agit d'une prestation complète de maintenance préventive à exécuter deux (2) fois par ans sur la base des dispositions spécifiques du C.C.T.P., ainsi que des opérations de dépannages.

Le prestataire est tenu de porter à la connaissance de la Direction des Services Techniques toute anomalie qu'il aurait observée sur les équipements dont il a la charge, par écrit sur le bon d'intervention (y compris toute non-conformité des matériels ou des équipements à la réglementation en vigueur).

Le titulaire ne saurait se prévaloir durant la durée du contrat, de la vétusté des matériels pour remettre en cause l'ensemble des clauses du présent marché.

Lors de chaque intervention, un rapport de visite attestant le bon fonctionnement du matériel sera remis à la Direction des Services techniques.

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes ou ordre de service dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, y compris si la date de la prise en charge indiquée sur le bon de commande est supérieure à la date de validité du marché. Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins.

## **ARTICLE 11 DELAI D'EXECUTION**

Les prestations de maintenance sont exécutées sous la conduite de la Direction des Services Techniques.

A ce titre, l'exécution des prestations fera l'objet de vérification avant admission, dont les modalités sont fixées conformément aux articles 23 et 24 du C.C.A.G.-F.C.S. en vigueur.

C'est pourquoi, pour faciliter ce contrôle, l'entrepreneur sera tenu d'informer les Services Techniques de la date prévue de ses interventions.

## **ARTICLE 12 DECISION D'ADMISSION**

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, sera prononcée par le Centre Hospitalier de Saint-Denis conformément à l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S., dans un délai de 15 jours à compter de la livraison ou réputée admise à l'issue de ce délai en absence de toute décision.

## **ARTICLE 13 MODALITE DE DETERMINATION DES PRIX**

Le présent marché est traité à prix forfaitaires et révisable pour une maintenance préventive.

Ils comprennent les frais correspondants à l'obligation faite au titulaire de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des interventions de maintenance préventives définies au CCTP, ainsi que les pièces détachées, les frais de main d'œuvre, de transport et de déplacement.

Le présent marché est traité à prix unitaires et révisables pour la maintenance curative comprenant :

- Le coût horaire de la main d'œuvre.
- Le coût du déplacement,
- Les pièces détachées, sur la base d'une remise sur son tarif général, cette remise est ferme sur la durée totale du marché.

Les prix forfaitaires et unitaires sont invariables pendant 12 mois.

Les rabais, remises et/ou escompte consentis par le titulaire et figurant sur son offre sont fermes pour toute la durée du marché.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage. Ils sont réputés comprendre toutes les charges réglementaires en vigueur (fiscales, parafiscales ou autres) frappant obligatoirement les fournitures et prestations objet du présent marché. Ils comprennent également notamment tous les frais afférents à l'exécution des prestations, les frais d'assurance, les frais liés au traitement des commandes, au stockage, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention et au transport des fournitures jusqu'au lieu de livraison.

Les prix sont établis hors taxes, et assujettis au taux de TVA et aux taxes parafiscales le cas échéant en vigueur au moment de la réalisation des prestations.

## **ARTICLE 14 REVISION DES PRIX**

### **14.1 Pour la maintenance préventive,**

Les prix sont forfaitaires et révisables selon les modalités ci-dessous :

A compter du 1er mars suivant la date de prise d'effet du contrat de maintenance, la redevance fixée à l'acte d'engagement fera l'objet d'une révision annuelle par application de la formule paramétrique ci-dessous :

$$P = Po(0.15 + 0.85(0.50 \text{ ICHTTS}/\text{ICHTTS}_{0} + 0.50 \text{ EBIQ}/\text{EBIQ}_{0}))$$

dans laquelle :

- P représente la prime forfaitaire de l'année N = année à venir
- Po représente la prime forfaitaire de l'année N-1 = année précédente

Indices de référence du Bulletin des Statistiques de l'INSEE

Indice du coût horaire du travail tous salariés du dernier mois connu lors de la révision du prix de base identifiant : 001565183 :

- ICHTTS pour l'année N
- ICHTTS<sub>0</sub> pour l'année N-1

Indice des prix à la production dans l'industrie (ensemble énergie, biens intermédiaires et biens d'équipements).

- EBIQ pour l'année N
- EBIQ<sub>0</sub> pour l'année N-1

#### **14.2 Pour la maintenance curative,**

Les prix sont unitaires et révisibles sur la base de l'évolution annuelle du tarif applicable à l'ensemble de sa clientèle à la date de reconduction du contrat.

#### **14.3 Modalités de mise en œuvre**

La demande de révision des prix devra être adressée par le Titulaire au centre hospitalier de Saint-Denis dans les conditions ci-dessous :

Pour des raisons de traçabilité et pour éviter toute perte de documents, litige, ou retard, le titulaire doit impérativement veiller à faire cet envoi par voie dématérialisée :

- via la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>
- ou via mail à l'adresse [cdm@ch-stdenis.fr](mailto:cdm@ch-stdenis.fr)

Le Titulaire doit obligatoirement faire figurer sur sa nouvelle proposition le prix initial et le nouveau prix.

Le titulaire transmet tous les éléments justifiant l'évolution des prix au moins (2) deux mois avant la date anniversaire du marché.

Le centre hospitalier de Saint-Denis vérifie le nouveau tarif du titulaire. Le centre hospitalier donnera position au plus tard (1) mois avant la date d'anniversaire du marché.

Au cas où le Titulaire ne respecterait pas les modalités de mise en œuvre ci-dessus (forme et dates), les prix initiaux seront automatiquement reconduits aux mêmes conditions pour les périodes précisées ci-dessus, sans intervention du centre hospitalier de Saint-Denis.

Le demandeur adressera sa demande accompagnée d'un fichier Excel présentant les informations suivantes :

- Références et libellés la demande de révision des prix
- Prix HT à date de la demande
- Nouveau prix HT
- Pourcentage d'augmentation ou de baisse à 2 décimales en résultant

## **ARTICLE 15      CLAUSE DE SAUVEGARDE**

Le Centre Hospitalier se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date de la révision du bordereau de prix, du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2 % l'an.

## **ARTICLE 16      PAIEMENT ET MISE EN PAIEMENT DES DECOMPTES MENSUELS**

### **16.1    Mode de règlement**

Mode de règlement :

Le paiement s'effectuera par mandat administratif selon les règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiements équivalents à condition que le service soit fait.

Une suspension du délai de paiement peut être également prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du titulaire, signifiée par le Centre Hospitalier par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément à l'article 8 du CCAG.

Le titulaire devra respecter le cas échéant son engagement de remise ou d'escompte présenté dans son offre.

### **16.2    Présentation des demandes de paiement**

Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Les factures sont à transmettre, sous forme dématérialisée via le site «<https://chorus-pro.gouv.fr>».

A ce titre, les factures dématérialisées adressées au Centre Hospitalier de Saint-Denis devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET 269 301 016 000 11, qui identifiera le Centre Hospitalier de Saint-Denis en tant que destinataire de votre facture,
- Le code service « TECH\_RCM » qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure,
- Le numéro de marché.
- Le montant hors TVA des prestations,
- Le taux de TVA des prestations,
- Le montant total toutes taxes comprises.

### **16.3    Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est le taux de l'intérêt de la Banque Centrale Européenne à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points, plus une indemnité forfaitaire de 40 euros. Le comptable assignataire est le Trésorier Principal de Saint-Denis.

## **ARTICLE 17      CESSION DE CREANCE**

En cas de cession de créance, le pouvoir adjudicateur remet, au titulaire, à sa demande un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché.



Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

Cette garantie s'applique aux éléments d'équipements dissociables de l'ouvrage.

## **ARTICLE 18 ASSURANCES DU TITULAIRE**

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil et garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages corporels et matériels causés par l'exécution des prestations.

De même qu'il est couvert au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 s. et 2270 du Code Civil.

Le titulaire s'engage à renouveler sa police d'assurance pendant toute la durée du marché. A cet effet, il s'engage à remettre à la personne publique, dans un délai de 8 jours à compter de la notification ou de la reconduction du présent marché, l'attestation annuelle justifiant de cette souscription

## **ARTICLE 19 PENALITES**

### **19.1 Généralités sur les pénalités**

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché par non intervention dans les délais prévus, soit par mauvaise exécution des prestations, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après une mise en demeure préalable.

L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées.

Dans le cas contraire, le centre hospitalier de Saint-Denis retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture. Le pouvoir adjudicateur établi un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants.

### **19.2 Pénalités applicables**

Les pénalités encourues par le titulaire seront appliquées du simple fait de la constatation du manquement sans mise en demeure préalable. Elles sont cumulables et commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités sera retenu par précompte sur les sommes dues au titulaire. S'il ne peut être précompté, il sera recouvré par l'émission d'un titre de recettes.

Manquement	Montant de la pénalité
Indisponibilité supérieure à 2 jours ouvrés	100 € HT par jour ouvré sur simple constatation à partir de la déclaration par le CHSD
Non-respect du délai d'intervention sur lequel s'est engagé le Titulaire dans offre et dans son contrat de maintenance	100 € HT par jour de retard ouvré, sans mise en demeure préalable.

Par ailleurs, toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1 500 euros sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 1500 euros par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

Le représentant du pouvoir adjudicateur interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par le Centre Hospitalier de Saint-Denis.

## **ARTICLE 20 RESILIATION**

Le centre hospitalier de Saint-Denis peut résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire. Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le centre hospitalier de Saint-Denis informe Le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- En cas où le délai d'exécution n'est pas respecté et largement dépassé,
- En cas de manquements répétés au cahier des charges,

## **ARTICLE 21 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Lorsque Le titulaire n'exécute pas ou ne respecte pas une obligation quelconque lui incombant en vertu de l'accord-cadre, le centre hospitalier de Saint-Denis est en droit, moyennant le respect de la procédure mentionnée ci-après, d'annuler en tout ou partie le ou les bons de commande concerné(s) par les manquements du Titulaire (dans le cas où un bon de commande a été émis), sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont il peut disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il peut éventuellement avoir subi. Cette annulation n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire.

Le centre hospitalier de Saint-Denis peut pourvoir aux prestations aux frais et risques du Titulaire, lorsque l'inexécution concerne une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

En cas de différence de prix au détriment du centre hospitalier de Saint-Denis, celle-ci est mise de plein droit à la charge du Titulaire et obligatoirement déduite des factures présentées à son profit.

En cas de non-présentation de factures, un titre de recette sera émis par le centre hospitalier de Saint-Denis.

## **ARTICLE 22 REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS A L'ACCORD-CADRE**

### **22.1 Règlement à l'amiable**

Le centre hospitalier de Saint Denis et le titulaire de l'accord-cadre s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à son interprétation ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et le Centre hospitalier de Saint Denis doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée au Centre hospitalier de Saint Denis dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Centre hospitalier de Saint Denis dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

#### **ARTICLE 23 TRIBUNAL COMPETENT**

En cas de contestations relatives au déroulement de la présente consultation et pendant l'exécution du marché, le tribunal administratif de Montreuil sera seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

**Tribunal Administratif de Montreuil**  
7 rue Catherine Puig  
93558 MONTREUIL Cedex  
Tél : 01 49 20 20 00  
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

#### **ARTICLE 24 DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE**

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG-FCS, ces dernières sont précisées directement dans les articles du présent CCAP concernés par ces dérogations.

Les Conditions Générales de Vente du Titulaire (CGV) du Titulaire ou plus largement toutes réserves aux exigences définies dans les CCAP ne sont pas applicables et sont d'office, exclues de l'accord-cadre sans qu'il ne soit nécessaire pour le centre hospitalier de Saint-Denis de prendre une décision spécifique en ce sens.